Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 137 (1992)
Heft: 3

Artikel: Quelques informations sur la situation dans l'ex-URSS à fin février 1992
Autor: Stoeckli, Fritz
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-345189

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Quelques informations sur la situation dans l'ex-URSS à fin février 1992

Par le professeur Fritz Stoeckli

En ce début d'année 1992, la Russie et la Communauté des Etats indépendants (CEI) en général se trouvent confrontées à des problèmes d'ordre économique et militaire. Si la crise économique est évidente, les problèmes de l'armée émergent progressivement et risquent de devenir le «point chaud» de l'année 1992. Dans cette optique, il est possible qu'Eltsine doive introduire certaines mesures draconiennes préconisées par les putschistes d'août 1991, mais sans le retour inévitable au totalitarisme communiste. Pour le moment, le président russe se heurte à une opposition encore diffuse et limitée à des éléments extrémistes, parmi lesquels on remarquera Vladimir Chirinovski, un dangereux démagogue. Cependant, le temps joue contre Eltsine et des succès tangibles deviennent urgents aux yeux de la population.

Nous donnons de nombreux exemples et indices caractérisant la situation actuelle. Ils proviennent de sources directes et fiables (TV et journaux russes, entretiens personnels avec des spécialistes russes).

Les problèmes de l'ancienne armée soviétique, sur les plans matériel et humain, constituent, à notre avis, un facteur de déstabilisation potentiel à moyen terme, qui s'ajoute à la situation économique déjà précaire, mais nullement désespérée. Or, ni la Russie, ni le reste de la CEI n'ont les moyens de faire face longtemps aux deux problèmes à la fois. Un dérapage de l'armée, concevable dans la situation actuelle, serait catastrophique pour toutes les parties concernées.

L'armée, face à un démantèlement qu'elle estime trop hâtif, constitue encore une force – en fait la seule force organisée – dans la nouvelle communauté d'Etats. Or, les indices montrent qu'elle vit mal cette transition et qu'elle pourrait réagir de manière vigoureuse.

Le KGB, autre vestige de l'ancien système, a fait l'objet d'un rapport au Parlement de Russie, concernant ses activités dans la préparation du putsch d'août 1991. Le document est accablant, mais cette organisation, bien que fractionnée, continue d'exister sous une forme peu claire et représente encore un danger latent. Cette circonstance explique le refus du Parlement, confirmé par la Cour suprême de Russie le 14 janvier, d'autoriser la formation d'un superministère de la sécurité décidé par un «ukaze» de Boris Eltsine en novembre dernier.

Les conséquences du désastre de Tchernobyl, mal géré et minimisé par l'ancien régime, commencent à être perçues et auront des incidences sur l'économie de la République Biélarous. Sa population commence à être sensibilisée par l'information objective, mais tardive, des autorités: diverses émissions et débats de la TV et des quotidiens russes.

1. Le secteur économique

Il est encore trop tôt pour tirer un bilan après la libération des prix du 2 janvier, mais les premiers résultats sont malheureusement alarmants:

– Les prix ont rapidement augmenté, mais le marché reste faible, les fournisseurs restant dans l'expectative en raison de l'inflation qui pourrait atteindre plusieurs pourcent d'ici avril, selon certains scénarios pessimistes (TV russe du 11.2.1992). Devant cette menace, les citoyens achètent le peu que l'on trouve encore, réduisant ainsi l'épargne à zéro.

– Un recul important a eu lieu sur la place financière (bourse) de Moscou, où le volume des transactions de la première moitié de janvier est en recul de deux à trois fois par rapport à la même période de décembre (Bulletin boursier de la TV russe, 21.1.1992).

– Le minimum vital, calculé sur la base des prix de janvier 1992, est de 1300 roubles pour un enfant et 2300 roubles pour un adulte, par mois; or, les salaires n'ont pas suivi (TV russe, 21.1.1992).

– Les difficultés dans les transports persistent. En janvier par exemple, 112 wagons de chemin de fer chargés de vivres attendaient leur transfert dans les gares de Kharkov, à cause du manque de véhicules, souvent fournis par l'armée, actuellement occupée à d'autres tâches. L'aviation civile connaît également des difficultés de carburant.

2. L'armée

Par la création de la CEI et le désir visible de certaines républiques d'en finir rapidement avec les anciennes structures, l'armée se trouve brusquement en porte-à-faux et divisée de manière arbitraire. Comme annoncé lors de la réunion des chefs d'Etat de la CEI le 14 février à Minsk, 6 républiques, dont la Russie, sont en faveur d'une armée commune, alors que 5 autres, dont l'Ukraine, sont fermement décidées à gérer de manière indépendante leurs forces armées.

Dans ces conditions, on doit admettre que la défense commune n'a plus d'avenir dans la CEI. Créée sur le modèle de l'ancienne URSS, l'armée s'adapte mal et accepte mal cet éclatement trop hâtif. Il s'agit, à notre avis, d'une critique fondée et elle constitue une sérieuse mise en garde. Quelques exemples importants:

– La réaction de l'Ukraine, exigeant le contrôle immédiat de la flotte de la mer Noire (de toute manière démesurée pour elle) et l'obligation des conscrits russes à prêter serment à l'Ukraine ce qui a entraîné des désertions.

– Le retrait des forces armées stationnées dans l'ex-RDA, une opération difficile en temps normal déjà, est remis en question pour des raisons objectivement valables. Il s'agit, en effet, de créer une infrastructure en Russie, correspondant à une ville de 250000 habitants. Or, selon le commandant de ces forces, peu a été fait dans la région prévue à cet effet et les quelques logements déjà construits ont été occupés par la population locale. Des sommes importantes, payées par l'Allemagne, ont disparu dans cette opération (émission de la TV moscovite destinée à l'armée au début janvier 1992). Le retrait des forces stationnées dans les Etats baltes rencontre des difficultés du même genre (*Pravda* du 21.1.1992).

– L'armée se heurte à des problèmes concrets résultant de la main-mise sur ses installations vitales disséminées sur le territoire de l'ex-URSS. Par exemple, les hôpitaux situés en Crimée, où étaient soignés les blessés et invalides à long terme, lui échappent. Il en va de même pour d'autres bases indispensables à sa survie. En outre, près de 250000 membres des forces armées stationnées en Russie ne disposent pas d'un logement permanent (TV russe 11/17.1.1992).

– Le récent congrès des officiers, tenu le 17 janvier 1992 au Kremlin, reflète parfaitement le danger d'une réaction de l'armée qui veut du temps pour réaliser les changements, ainsi que des garanties sociales pour ses cadres. Les professionnels et leurs familles se sentent lâchés par le pouvoir et se trouvent dans une situation de plus en plus difficile, dont on peut évaluer objectivement les dangers. Le message a été très clair et le point sera fait en mars, lors d'une nouvelle réunion au Kremlin. Elle sera certainement décisive. Durant le congrès de janvier, quelques milliers de nostalgiques de l'ancien régime manifestaient sur la place Rouge, avec des slogans tels que «Armée, sauve le peuple!» et «J. Staline avait raison». Il y a quelques années, ces manifestants n'auraient pas toléré les démonstrations de leurs adversaires, un progrès par rapport au passé!

(Photo Keystone)

– En février, 56% de la population russe soutenait Boris Eltsine, contre 10-20% d'opposants déclarés. Dans l'armée, par contre, le président ne figurait qu'en troisième place, derrière Alexandre Rutskoï et le colonel Alknis, un extrémiste notoire (TV russe, 5/8.2.1992). Ce décalage est significatif.

3. Production et dissémination des armes conventionnelles et nucléaires

A l'heure actuelle, le complexe militaro-industriel continue de produire des armes en quantités inconnues, selon le reproche fait par James Baker en décembre dernier (CNN). Le rythme de production n'avait d'ailleurs pas faibli beaucoup lors de la «perestroïka» de Gorbatchev et, de ce fait, la nouvelle armée russe, quelle que soit sa vocation, sera une armée moderne. Les réductions de l'armement conventionnel touchent, logiquement, le vieux matériel et l'on montre surtout la destruction et la conversion des chars T-54/55.

Selon un expert russe, rencontré lors d'une réunion à Genève (20.1.1992), un trafic d'armes important existe actuellement à destination de l'Iran. Il est probablement toléré par certaines des ex-républiques asiatiques pour s'assurer des devises.

Le transfert de technologies et d'experts nucléaires de l'ex-URSS vers le tiers monde est pris au sérieux par Moscou, quoique minimisé (*Pravda* du 21.1.1992). Les enjeux financiers sont considérables et des contacts existent avec certains pays, dont la Libye. La réaction des USA et de la CEE en février, mettant des sommes considérables à disposition pour recycler les spécialistes nucléaires, a été appréciée à Moscou. Il s'agit d'une partie du prix à payer par l'Ouest, pour assurer sa sécurité à moyen terme.

(Photo Keystone)

F.S.

Prolifération du nucléaire

«Le principal danger pour la paix mondiale vient de la combinaison de deux phénomènes: la progression vers le nucléaire militaire, plus importante qu'on ne le pensait et le caractère de plus en plus autonome de la production balistique et nucléaire. Si l'arme nucléaire avait été un facteur de paix dans les relations entre les supergrands, c'est que son caractère dissuasif était reconnu par les deux camps (...). Or nul ne sait avec certitude si un leader du tiers monde ne serait pas tenté de privilégier la logique de l'emploi par rapport à celle de la dissuasion: c'est ce qui s'est passé avec l'arme chimique, pendant la guerre Iran-Irak.»

Marie-Hélène Labbé
Défense nationale, janvier 1992.